

Observations de Frances Seymour à l'occasion de la réunion du Conseil exécutif de l'ONU-REDD du 16 septembre 2021

Merci de m'avoir invitée et de me donner la possibilité de présenter le sujet du débat d'aujourd'hui.

J'ai conscience que cela manque quelque peu de créativité mais je vais tout de même articuler mes observations autour des opportunités et des défis auxquels le financement de la REDD+ est actuellement confronté.

Les opportunités:

Permettez-moi de dégager deux d'entre elles.

Premièrement, ce n'est une nouveauté pour personne dans cette salle virtuelle que d'énormes quantités d'argent en provenance du secteur privé sont prêtes à être investies dans des crédits en faveur des réductions et des absorptions des émissions à partir des forêts.

Pour diverses raisons, les plus grandes marques ainsi que des entreprises de plus petite taille souhaitent vivement démontrer qu'elles agissent en faveur du climat et l'une des possibilités qui s'offrent à elles consiste à [financer la lutte contre le changement climatique au-delà de leurs chaînes de valeur](#).

Bon nombre d'entre elles privilégient l'investissement dans ce que l'on appelle aujourd'hui «des solutions fondées sur les forêts».

L'engagement de la part de la Coalition LEAF de verser un milliard de dollars, annoncé lors du Sommet des dirigeants sur le climat organisé en avril par le Président Biden, n'est qu'une preuve supplémentaire de cet intérêt croissant.

Mon propre parcours professionnel a été détourné par la nécessité de participer au TSVCM, à la VCMi, à la SBTi et à de nombreux autres ingrédients de la soupe à l'alphabet des initiatives destinées à instaurer rapidement un cadre capable de garantir l'intégrité du marché volontaire du carbone.

Je consacre également beaucoup de temps à répondre aux nombreuses demandes de conseils de la part des acheteurs individuels des entreprises au sujet des crédits qu'ils devraient acquérir.

Si nous agissons correctement, cette nouvelle demande qui émane du secteur privé pourrait enfin nous aider à concrétiser la promesse d'un financement adéquat de la REDD+ fondé sur les marchés, ce qui reste à ce jour une idée excellente qui n'a encore jamais été mise en pratique.

L'un des éléments qui nous permettra d'«agir correctement» est d'orienter le marché vers des crédits de la plus haute intégrité environnementale et sociale.

Comme vous le savez, les crédits à l'échelle des projets ont suscité l'attention des médias et de la presse écrite et plusieurs problèmes ont été mis en avant, dont celui du gonflement des données de référence.

En tant que Présidente du Comité du Programme d'architecture pour les transactions REDD+, qui se charge de la gestion des normes TREES, il m'est difficile d'être impartiale lorsqu'il s'agit d'exprimer ce qui à mes yeux est un crédit carbone de haute qualité.

Mais quoi qu'il en soit, ce marché va s'évaporer si les acheteurs sérieux perdent confiance dans l'intégrité sociale ou environnementale des crédits offerts à la vente.

La deuxième opportunité de financement de la REDD+ découle de la nouvelle approche scientifique qui expose clairement que les forêts ont un impact sur le climat autrement que par le biais du cycle mondial du carbone.

Au cours des derniers mois, plusieurs rapports et articles de journaux n'ont cessé de sonner l'alarme en démontrant que la déforestation peut provoquer une hausse des températures extrêmes au niveau local, qui suffirait à mettre en danger la santé des individus et la productivité du travail.

La déforestation peut également entraîner des modifications des régimes des pluies d'une telle ampleur qu'elles pourraient avoir une incidence considérable sur la productivité agricole des principaux pays exportateurs tels que le Brésil.

Cette nouvelle approche implique la disparition des cloisons bâties jusqu'à présent entre les investissements dans la réalisation d'objectifs de développement nationaux basés sur les forêts et le financement de la préservation des biens publics mondiaux, tels que le climat et la biodiversité.

Si protéger et restaurer les forêts revient à protéger la santé publique, la productivité du travail et la productivité agricole à l'intérieur des frontières nationales, alors investir dans les forêts devrait figurer à l'ordre du jour des ministères des finances et de la planification et des ministères de l'agriculture et de la santé.

Il n'y a plus de raisons de financer la protection des forêts au seul moyen de subventions internationales recherchées par les ministères de l'environnement.

Les défis:

Venons-en maintenant aux défis. Je n'en soulignerai que quelques-uns.

Le premier dépasse la portée de notre débat mais mérite tout de même d'être évoqué dans le présent contexte.

L'ensemble du marché volontaire du carbone risque de s'effondrer et de partir en fumée s'il est perçu comme étant de l'éco-blanchiment pour les entreprises qui ne sert pas vraiment à faire avancer sur la voie de la réalisation des objectifs de Paris.

Il doit être parfaitement clair que tout achat de crédits de carbone forestier ne vient pas se substituer mais s'ajouter aux efforts déployés par les entreprises pour réduire leurs propres émissions en s'alignant sur la trajectoire de l'Accord de Paris.

Je n'en dirai pas plus à ce sujet, mais il s'agit là d'un point essentiel pour la légitimité politique de toute l'entreprise.

Les autres défis concernent la mobilisation de financement initial afin de compléter cette vague potentielle de financement axé sur les résultats obtenus.

Je trouve quelque peu ironique de me pencher sur ces défis car l'un des principaux thèmes traités dans le livre que j'ai publié il y a cinq ans [Why Forests? Why Now?](#) était justement celui de l'échec

à faire reculer la déforestation malgré trente ans de financement des forêts en partie à cause du déséquilibre entre le financement des intrants et le financement des résultats obtenus à travers les paiements liés aux résultats.

Mais nous en sommes bien là. L'éventuelle mise à disposition d'un financement à grande échelle fondé sur les résultats a mis en évidence un manque de financement axé sur les intrants.

Le fait est que malgré les énormes avancées effectuées dans des dizaines de pays REDD+ dans la préparation à la REDD, on constate que même dans les pays et les juridictions infranationales les plus matures un besoin de conseils et d'assistance technique subsiste pour les aider à parcourir «la dernière ligne droite» et à atteindre «l'état de préparation» des marchés.

À l'heure actuelle, de nombreuses institutions internationales, des organisations de la société civile et des prestataires de services à but lucratif sont disposés à répondre à ces besoins.

Néanmoins, leurs capacités techniques, leurs relations au sein des pays et leur absence de conflits d'intérêt varient considérablement.

Je considère que l'ONU-REDD est particulièrement qualifié et bien placé pour fournir des conseils et une assistance technique indépendants aux juridictions désireuses d'accéder aux financements émanant du marché volontaire du carbone.

Compte tenu de ses antécédents et de sa légitimité au sein des pays REDD+, de sa capacité à s'appuyer sur les compétences techniques de toutes les institutions des Nations Unies qui le compose, et de sa capacité à agir en tant qu'intermédiaire honnête auprès des différents groupes des parties prenantes, je ne vois pas pourquoi la communauté internationale se refuserait d'augmenter le soutien public apporté à l'ONU-REDD afin qu'il puisse remplir cette fonction.

L'un des défis connexes consiste à fournir des avis tout aussi indépendants et un soutien technique aux communautés autochtones et locales dans le cadre des juridictions REDD+ afin de LES aider à comprendre quels sont leurs intérêts et comment les poursuivre, sans oublier bien sûr de leur donner les moyens de repousser une nouvelle génération de cowboys du carbone.

Je pense que l'ONU-REDD a également un rôle à jouer à cet égard mais plutôt dans le cadre d'un plus vaste consortium d'organisations ayant des relations avec ce type de communautés dans chaque pays.

Je soutiens activement l'investissement philanthropique privé afin de financer une partie des efforts nécessaires.

Le dernier défi consiste à encourager les investissements publics et privés dans des activités qui vont au-delà de la fourniture de conseils et d'assistance technique. C'est ce que nous appelons la Phase 2 du financement de la REDD+.

Nous avons besoin d'investissements réels de capitaux dans des activités telles que la restauration des forêts et des tourbières, pour lesquelles il pourrait bien ne pas y avoir de rendement commercial sans mettre un prix sur le carbone ou sans avoir recours à d'autres mesures politiques et réglementaires qui puissent permettre de créer un tel rendement.

S'il est réalisé correctement, le [financement de la REDD+ à l'échelle juridictionnelle et axé sur les résultats obtenus](#) est en mesure de fournir un retour sur les investissements à l'échelle des projets.

Mais un gros travail nous attend si l'on souhaite aider les pays et les investisseurs potentiels à négocier des accords imbriqués qui conviennent aux deux parties et qui définissent clairement les incitations.

En outre, la reconnaissance des avantages non liés au carbone que les forêts représentent à travers leur contribution à la stabilité du climat local peut permettre de débloquer des investissements dans des infrastructures vertes et d'encourager la protection des forêts de la part du secteur privé.

Les entreprises commencent à comprendre qu'être associées à la déforestation peut non seulement nuire à leur réputation mais que la déforestation elle-même suppose des risques matériels pour leurs chaînes d'approvisionnement.

À mesure que les investisseurs et les compagnies d'assurance parviennent à mieux quantifier ces risques, l'accès préférentiel aux financements devrait être accordé aux juridictions et aux entreprises qui s'efforcent de mieux les gérer.

En bref, nous sommes à un moment où les astres pourraient bien s'aligner et de nouvelles ressources financières importantes pourraient se dégager en vue de la protection et de la restauration des forêts.

Mais beaucoup reste à faire pour établir des liens entre les échelles, les secteurs et les groupes des parties prenantes et ainsi faire en sorte qu'une telle situation se produise.

Et je suis convaincue qu'une grande partie de la solution repose sur l'ONU-REDD.

Je vous remercie.